

**Libye - Réponse de M. Jean-Yves Le  
Drian, ministre de l'Europe et des  
affaires étrangères, à une question  
d'actualité à l'Assemblée nationale**  
(Paris, 02 août 2017)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

La Libye est un pays en chaos depuis, singulièrement, 2014. La Libye, est un pays dont la sécurité est essentielle pour notre propre sécurité. Aujourd'hui, les clans s'affrontent presque tous les jours. Il y a toujours la présence de Daech, même si elle a diminué singulièrement, et il y a, comme vous le savez et vous l'avez dit, ces migrations sauvages qui se produisent régulièrement sans contrôle. Il est vrai que c'est un État failli.

La France est convaincue que seule une solution politique peut permettre de préserver l'intégrité de la Libye et sa sérénité. Il y en avait eu une, menée en 2015, qui avait abouti à ce que l'on appelle l'accord de Skhirat en décembre 2015. Cet accord n'a pas été entièrement appliqué. S'en est suivie une nouvelle période de conflits.

Le président de la République a souhaité réunir ensemble le Premier ministre Sarraj et le maréchal Haftar, les deux protagonistes les plus importants, dans un espace d'opportunité qui semblait permettre une avancée, qui a eu lieu. En effet, les deux acteurs se sont mis d'accord sur un certain nombre de principes : en particulier sur le renoncement à la force armée, sur la reconnaissance des accords de Skhirat comme base du règlement politique futur, sur la nécessité d'organiser une intégration des milices dans l'armée nationale libyenne et sur la nécessité de provoquer des élections en 2018, tout cela sous la houlette du représentant du secrétaire général des Nations unies M. Ghassan Salamé.

C'est donc une grande avancée qui s'est faite aussi en concertation avec nos amis italiens. Il reste maintenant à l'envoyé spécial des Nations unies de faire en sorte que cet accord soit élargi, qu'il soit mis en oeuvre pour aboutir au résultat de pacification que nous souhaitons tous./.